

Arrêt

**n°185 615 du 20 avril 2017
dans l'affaire X / VII**

En cause : X

Ayant élu domicile : au X

contre:

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la
Simplification administrative**

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIIIÈ CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 28 décembre 2016, par X, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), tendant à la suspension et l'annulation de l'ordre de quitter le territoire, pris le 2 décembre 2016.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « la Loi ».

Vu la note d'observation et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 22 février 2017 convoquant les parties à l'audience du 28 mars 2017.

Entendu, en son rapport, C. DE WREEDE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me M. MAKIADI MAPASI, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me C. COUSSEMENT loco Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. Le 3 septembre 2014, le requérant a introduit une demande de visa long séjour en qualité d'étudiant qui lui a été accordé le 30 octobre 2014.

1.2. Le 2 décembre 2015, le requérant a été autorisé au séjour temporaire jusqu'au 30 septembre 2016.

1.3. Le 29 septembre 2016, le requérant a demandé le renouvellement de son autorisation de séjour, et le 2 décembre 2016, une décision d'ordre de quitter le territoire a été prise par la partie défenderesse. Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« MOTIF DE LA DECISION :

L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article (des articles) suivant(s) de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits

suivants :

- En vertu de l'article 13 §3 , le ministre ou son délégué peut donner l'ordre de quitter le territoire à l'étranger autorisé à séjourner dans le Royaume pour une durée limitée, fixée par la loi ou en raison de circonstances particulières propres à l'intéressé ou en rapport avec la nature ou de la durée de ses activités en Belgique, dans un des cas suivants : (...) 2° lorsqu'il ne remplit plus les conditions mises à son séjour ;».

Motifs de fait :

L'intéressé a été autorisé au séjour de plus de trois mois en Belgique dans le cadre de sa formation auprès de l'établissement d'enseignement l'IFCAD et a été mis en possession de Certificats d'inscription au registre des étrangers temporaires (carte A) du 07.01.2015 au 30.09.2016.

Le séjour de l'intéressé est conditionné - entre autres - à la production d'un engagement de prise en charge conforme à l'annexe 32 de l'A.R. du 8 octobre 1981 pour l'année scolaire ou académique suivante et des preuves de la solvabilité du garant (un avertissement-extrait de rôle du dernier exercice d'imposition ou les trois dernières fiches de paie) ou d'une attestation de bourse ou de prêt d'études couvrant les soins de santé, les frais de séjour, d'études et de rapatriement pour l'année scolaire ou académique suivante.

Toutefois, l'intéressé ne démontre pas qu'il a les moyens de subsistances suffisants et donc sa couverture financière en qualité d'étudiant pour l'année académique 2016-2017 n'est pas assurée. En effet, la convention établie le 30.03.2015 entre la fondation privée "THA CLAND" et l'intéressé pour l'octroi d'une bourse de 30.000 euros est uniquement destinée à créer et à développer une ASBL "Clanic" et n'est donc aucunement destinée à couvrir les soins de santé, les frais de séjour, d'études et de rapatriement de l'intéressé pour l'année académique précitée. Par ailleurs, l'intéressé n'a pas été en mesure d'apporter la preuve que la bourse précitée lui a bien été versée alors que ladite convention a été établie depuis le 30.03.2015.

D'autre part, concernant l'attestation de prise en charge (Annexe 32) établie le 28.11.2016 par Monsieur [B.B.G.] [...], il ressort de l'avertissement-extrait de rôle relatif à ses revenus de l'année 2014 que son revenu imposable globalement pour ladite année (à savoir 9422,04 euros) est insuffisant pour subvenir à ses besoins personnels et aux frais de l'étudiant tels que définis par l'article 60 de la loi du 15.12.1980 et l'Arrêté Royal du 08 juin 1983. Le calcul de cette estimation consiste à vérifier que le salaire mensuel moyen du garant est au moins équivalent au revenu d'intégration sociale pour un adulte-chef de ménage. Ce revenu est actuellement de 1156,53 euros par mois (montant de juin 2016), augmenté du montant minimum dont doit disposer un étudiant étranger tel que défini par l'Arrêté Royal du 8 juin 1983 (631 euros/mois pour l'année académique 2016-2017). En conséquence, la couverture financière du séjour de l'étudiant n'est pas assurée, étant donné que les revenus du garant selon ledit avertissement-extrait de rôle sont de 785,17 euros/mois alors qu'ils devraient atteindre au moins 1787,53 euros/mois; que dès lors la demande de renouvellement de son autorisation de séjour pour études est rejetée et l'ordre de quitter le territoire lui est délivré.»

2. Exposé du moyen d'annulation

La partie requérante prend « [...] un moyen unique tiré de la violation des articles 9 bis de la loi du 15/12/1980, 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs et la circulaire du 01.09.2005 modifiant la circulaire du 15.09.1998 relative au séjour de l'étranger qui désire faire des études en Belgique (M.B du 06.10.2005) ».

2.1. Dans ce qui s'apparente à une première branche, prise plus spécifiquement « [...] de la violation de l'article 9 bis, §1 de la loi du 15/12/1980 et de la Circulaire [sic] 01 septembre 2005 », elle rappelle au préalable l'énoncé de l'article 9bis de la Loi. Elle soutient ensuite que le requérant « [...] vient d'introduire une demande d'autorisation du [sic] séjour étudiant, en produisant tous les documents légalement requis » et « Que suivant le principe d'une bonne administration, avant de prendre [...]la] décision, l'autorité devrait inviter le requérant à produire une autre prise en charge suivant les montants en vigueur pour cette année académique ». Elle rappelle alors l'énoncé de l'article 17/3 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 ainsi que « [...] l'obligation de loyauté qui pèse à la fois sur l'administration et l'administré [...] ». Elle argue, qu'en l'espèce, « [...] il s'agissait aux yeux du requérant d'un abus de

pouvoir qui se conjugue dans le cas d'espèce avec l'erreur manifeste d'appréciation, en ce qu'il impose à l'administration de veiller, avant d'arrêter une décision, à recueillir toutes les données utiles de l'espèce et de les examiner soigneusement, afin de pouvoir prendre une décision en pleine et entière connaissance de cause [...] ». Elle fait également grief à la partie requérante de ne avoir respecté la Circulaire du 1^{er} septembre 2005 visée au moyen « [...] en ce qu'elle dispose : << L'étranger est tenu de se présenter à l'administration communale [...] pour demander la prorogation ou le renouvellement de son titre de séjour [...]. [...] l'étranger est tenu de produire les documents suivants :

- une attestation d'inscription comme élève ou étudiant régulier dans le même établissement d'enseignement supérieur, pour l'année académique suivante;
- une attestation certifiant qu'il s'est présenté à tous les examens de l'année scolaire ou académique précédente ou qu'il ne s'y est pas présenté pour un motif valable;
- la preuve de moyens de subsistance suffisants voir la partie IV, titre II, chapitre 2, point B ».

Elle expose qu' « Une prorogation d'un an du titre de séjour est accordée à l'étranger qui réunit les conditions précitées lorsque ces conditions sont réunies, l'article 58 de la loi du 15.12.1980 et le titre 3 de la circulaire précitée reconnaissent à l'étranger un droit automatique à l'autorisation de séjourner et/ou au renouvellement du titre de séjour », avant de soutenir « Que le requérant avait effectivement produit tous les documents exigés par l'article 58 de la loi du 15 décembre 1980 et le titre 3 de la circulaire du 01.09.2005 ». Elle reproche à la partie défenderesse de ne pas avoir « [...] pris soins de lui communiquer les exigences actuelles quant aux moyens de subsistance suffisants », alors « Que si la partie adverse avait joué la carte de la transparence, les choses se seraient produites différemment », de sorte « Qu'il y a lieu de retenir dans son chef un manquement qui nuit à la décision attaquée et partant, qui enlève à cette décision toute légalité ».

2.2. Dans ce qui s'apparente à une seconde branche, plus spécifiquement prise « [...] de la violation de l'article 62 de la loi du 15.12.1980 et [des articles] 2 et 3 de la loi du 29.07.1991 sur la motivation formelle des actes administratifs », dont elle rappelle leur portée. Elle soutient « Qu'une motivation qui se fonde exclusivement sur l'insuffisance des moyens financiers du garant serait inadéquate et partant non conforme aux exigences de la loi » et « Que pour la doctrine, pareille motivation inadéquate ne permet pas au requérant de cerner clairement les raisons de droit et de fait qui servent de fondement, tel qu'il été soutenu, afin d'obtenir un contrôle de la légalité, plus approfondi, soit de légalité interne, le requérant au conseil d'Etat ne se limitera dès lors pas à invoquer la violation de l'obligation de motivation formelle, mais se prévaudra aussi d'une violation du principe de motivation interne [...] ». Enfin, elle rappelle « Qu'à cela s'ajoute la demande d'autorisation de séjour, introduite par le requérant ».

3. Discussion

3.1.1. Sur la première branche du moyen unique, force est de constater que le requérant a été autorisé au séjour en date du 2 décembre 2015 sur la base des articles 9 et 13 de la Loi, et qu'il a été mis fin à son séjour par la présente décision querellée sur base de l'article 13 de la Loi.

Dès lors, le moyen pris de la violation de l'article 9bis de la Loi et son argumentation manque en droit.

Il en va de même s'agissant du moyen pris de la violation de l'article 17/3 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 en ce qu'il ne vise que le séjour de moins de trois mois, *quod non* en l'espèce.

Aussi, en ce que le moyen unique est pris de la violation de « la circulaire du 01.09.2005 modifiant la circulaire du 15.09.1998 relative au séjour de l'étranger qui désire faire des études en Belgique (M.B du 06.10.2005) », il convient de prendre en considération l'enseignement jurisprudentiel de l'arrêt du Conseil d'Etat n°176.943 du 21 novembre 2007, par lequel le Conseil d'Etat a été amené à se prononcer sur la nature de la circulaire du 1er septembre 2005 au terme duquel le Conseil d'Etat a jugé que ladite circulaire ne présentait pas de caractère réglementaire. Partant, l'argumentation du moyen y relative manque en droit.

3.1.2. En l'espèce, le Conseil estime utile de rappeler que l'étranger, qui ne peut pas bénéficier des dispositions complémentaires et dérogatoires relatives aux étudiants, au sens des articles 58 à 61 de la loi du 15 décembre 1980, mais qui désire malgré tout séjourner plus de trois mois en Belgique pour faire des études dans un établissement d'enseignement dit « privé », est soumis aux dispositions générales de la Loi et plus spécialement aux articles 9 et 13. Dans cette hypothèse, pour accorder l'autorisation de séjour de plus de trois mois, le Ministre ou son délégué n'est plus tenu par sa compétence « liée » des articles 58 et 59 de la loi du 15 décembre 1980, mais dispose au contraire d'un pouvoir discrétionnaire général.

Il convient également de rappeler que dans le cadre de ce contrôle de légalité, il appartient au Conseil de vérifier si l'autorité administrative n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation.

3.1.3. En l'occurrence, le Conseil observe que la décision querellée se fonde sur les constats selon lesquels « [...] l'intéressé ne démontre pas qu'il a les moyens de subsistances suffisants et donc sa couverture financière en qualité d'étudiant pour l'année académique 2016-2017 n'est pas assurée. En effet, la convention établie le 30.03.2015 entre la fondation privée "THA CLAND" et l'intéressé pour l'octroi d'une bourse de 30.000 euros est uniquement destinée à créer et à développer une ASBL "Clanic" et n'est donc aucunement destinée à couvrir les soins de santé, les frais de séjour, d'études et de rapatriement de l'intéressé pour l'année académique précitée. [...]. D'autre part, concernant l'attestation de prise en charge [...] [...], il ressort de l'avertissement-extrait de rôle [...] que son revenu imposable globalement pour ladite année (à savoir 9422,04 euros) est insuffisant pour subvenir à ses besoins personnels et aux frais de l'étudiant tels que définis par l'article 60 de la loi du 15.12.1980 et l'Arrêté Royal du 08 juin 1983. Le calcul de cette estimation consiste à vérifier que le salaire mensuel moyen du garant est au moins équivalent au revenu d'intégration sociale pour un adulte-chef de ménage. Ce revenu est actuellement de 1156,53 euros par mois (montant de juin 2016), augmenté du montant minimum dont doit disposer un étudiant étranger tel que défini par l'Arrêté Royal du 8 juin 1983 (631 euros/mois pour l'année académique 2016-2017). [...] ».

Le Conseil constate ensuite que la partie requérante ne conteste pas le premier motif relatif à la convention établie entre la fondation privée "THA CLAND" et l'intéressé pour l'octroi d'une bourse, de sorte qu'il est établi.

D'autre part, il convient également de constater que la partie requérante ne conteste pas sérieusement le second motif en ce qu'elle se limite à déclarer que la partie défenderesse a manqué à son devoir de loyauté, a commis un abus de pouvoir ainsi qu'une erreur manifeste d'appréciation en invitant pas « [...] le requérant à produire une autre prise en charge suivants les montants en vigueur pour cette année académique » et n'ayant pas « [...] pris soin de lui communiquer les exigences actuelles quant aux moyens de subsistance suffisants ». De ce fait, la partie requérante ne remettant donc nullement en cause l'analyse faite par la partie défenderesse s'agissant de l'insuffisance des revenus du garant, il y a lieu de considérer le motif de la décision selon lequel « [...] la couverture financière du séjour de l'étudiant n'est pas assurée, [...] » comme également valablement établi.

Aussi, il convient de rappeler qu'il est de jurisprudence administrative constante que « s'il incombe le cas échéant à l'administration de permettre à l'administré de compléter son dossier, cette obligation doit s'interpréter de manière raisonnable, sous peine de la placer dans l'impossibilité de donner suite dans un délai admissible aux nombreuses demandes dont elle est saisie » (voir, notamment, C.E., n°109.684 du 7 août 2002 et C.C.E., n° 10.156 du 18 avril 2008). En effet, c'est au demandeur qu'il incombe d'aviser l'autorité compétente de tout élément nouveau susceptible d'avoir une influence sur l'examen ou l'issue de sa demande.

Partant, le Conseil ne perçoit pas en quoi le fait, pour la partie défenderesse d'avoir « [...] communiqué les exigences actuelles quant au moyens de subsistance suffisants », serait constitutif d'un abus de pouvoir ou d'une erreur manifeste d'appréciation.

3.2. Sur la seconde branche du moyen unique, le Conseil rappelle que l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative, doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'expliquer les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Quant à ce contrôle, le Conseil rappelle en outre que, dans le cadre du contrôle de légalité, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation.

En l'espèce, le Conseil constate, à la lecture des décisions attaquées, que les motifs dont il est fait mention à l'appui de celles-ci sont clairs et permettaient à la partie requérante de comprendre la justification des actes attaqués et de pouvoir les contester, ce qu'elle a d'ailleurs fait par l'intermédiaire du présent recours.

Aussi, en ce que la partie requérante se borne à arguer « *Qu'une motivation qui se fonde exclusivement sur l'insuffisance des moyens financiers du garant serait inadéquate et partant non conforme aux exigences de la loi* », le Conseil n'en perçoit pas la justification en droit dès lors que la partie défenderesse, a, dans le cadre de son pouvoir d'appréciation, mis notamment comme condition au renouvellement de séjour le fait d'apporter « [...] *des preuves de solvabilité du garant* [...] », ce qu'elle ne conteste pas.

3.3. Il résulte de ce qui précède que le moyen n'est fondé en aucune de ses branches.

4. Débats succincts

4.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Le recours en annulation étant rejeté par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt avril deux mille dix-sept par :

Mme C. DE WREEDE, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme S. DANDROY , greffier assumé.

Le greffier, Le président,

S. DANDROY

C. DE WREEDE